

Conflits d'intérêts

Leurs normes ne dépassent pas le niveau du caniveau. Nous en avons eu des preuves. Ce ne sont pas des produits de notre imagination et les Canadiens y répondent comme il convient.

Je vous invite à lire les derniers sondages. Lorsqu'on demande aux gens quel chef représente le mieux l'honnêteté et l'intégrité, le premier ministre n'est pas le premier choix. Il ne suscite pas ces qualités. Il ne montre pas l'exemple à cet égard et 26 millions de Canadiens ne peuvent se tromper.

Espérer me faire croire que le projet de loi C-114 est arrivé sur nos pupitres par suite d'un processus d'évolution, c'est un peu comme espérer me faire gober que Moby Dick avait au début la taille d'une sardine. C'est de la folie. Aucun Canadien ne croirait cela.

Je vais vous donner un autre exemple. Tout le monde a entendu parler des chaussures Gucci. Le premier ministre a reçu un prêt de 158 000 \$ du fonds PC Canada. Les lignes directrices disent bien que les prêts doivent être déclarés. On l'a su lors de l'affaire Côté. C'est alors que l'on a découvert que le premier ministre avait bénéficié d'un prêt. Il a dit que ce n'était pas un prêt, mais une avance. Quand un prêt est-il une avance, monsieur le Président? Lorsqu'il est consenti au premier ministre. Il a dit aussi qu'il l'avait remboursé. Si vous me faites une avance et si je la rembourse, n'est-ce pas un prêt? Bien sûr que c'était un prêt. Les Canadiens ne sont pas fous, ils comprennent cela. L'un des articles du projet de loi a été qualifié de clause Gucci.

Mme Mailly: Monsieur le Président, cela nous amuse beaucoup, mais nous craignons que notre collègue n'ait une autre crise cardiaque. Il ne s'en tient pas au sujet du projet de loi, en dehors du fait qu'il est malhonnête dans sa présentation de ce qu'il appelle les faits. Même s'il nous amuse, j'aimerais qu'il s'en tienne au sujet.

Le président suppléant (M. McKinnon): Je sais que le député touchera au projet de loi à l'occasion pendant sa péroraison.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je peux comprendre pourquoi les conservateurs sont si susceptibles. En débattant le projet de loi C-114, nous débattons le principe de la vérité et de l'honnêteté, et c'est de cela que je parle. Les conservateurs veulent me faire croire que les souliers Gucci n'ont jamais existé. Mais bien sûr qu'ils ont existé.

Le ministre qui a présenté le projet de loi en deuxième lecture et qui s'est levé le premier pour en discuter l'a comparé à un match de football. Moi, je veux le comparer à un combat de boxe. Avec le projet de loi C-114, on joue à cache-cache, là, tu me vois, là, tu ne me vois plus. C'est un peu la stratégie rendue célèbre par Cassius Clay. Vous n'avez que le temps d'apercevoir une ouverture, et elle est déjà disparue. Vous voyez l'ouverture, vous portez un coup, comme l'ouverture est protégée par les gants, l'adversaire pare le coup.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Je vois bien qu'ils sont dans les cordes, monsieur le Président, et je vais maintenant en profiter pour les mettre knock-out. Je vais leur servir un uppercut avec mon gauche. Il fallait bien attendre à ce que j'utilise mon uppercut du gauche. C'est le premier ministre lui-même qui a introduit ce projet de loi à la Chambre, en février dernier. Nous sommes maintenant rendus au mois d'août, aux derniers jours de ce Parlement, à la onzième heure, le projet de loi C-114 fait l'objet de débats et il y a encore des scandales qui couvent.

● (1730)

Nous avons entendu le député de Lasalle (M. Lanthier) nous parler de miettes qui tombent de la table. Un autre député a déclaré que, s'il racontait tout ce qu'il sait, 12 personnes pourraient être emprisonnées.

Une voix: Voyons donc!

M. Rodriguez: Ce n'est pas les néo-démocrates qui le disent. Ce sont des conservateurs. Ils ne se donnent plus des coups de poignard seulement dans le dos, mais en plein coeur. Ce qui ne doit pas leur être trop difficile, à condition de trouver le coeur.

Pourquoi les conservateurs ont-ils présenté ce projet de loi à la dernière minute? Ce n'est pas aussi simple que cela. Ils veulent modifier considérablement les règles du jeu. Ils ne sont même pas honnêtes quand ils parlent du projet de loi C-114.

Des voix: Oh, oh!

M. Rodriguez: Ils ne veulent pas une loi efficace sur les conflits d'intérêts. Vous savez que le projet de loi ne sera pas adopté lorsque les élections seront déclenchées d'ici deux semaines.

Nous avons payé plusieurs millions de dollars pour le rapport de la Commission Parker. Nous devrions peut-être regarder ce que le juge Parker a dit à propos des conflits d'intérêts. Je vais citer ses propos. Le juge Parker a dit que...

M. Stevens: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Le député peut-il nous dire à quelle page du rapport se trouve le passage qu'il cite?

Le président suppléant (M. McKinnon): Le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) a la parole.

M. Rodriguez: Le juge Parker a dit ceci: «A mon avis, . . . »

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. Riis: Ce n'est pas un rappel au Règlement.

M. Stevens: Le député peut-il nous dire à quelle page du rapport Parker se trouve le passage qu'il cite pour nous assurer qu'il ne le cite pas hors contexte?

Le président suppléant (M. McKinnon): Ce n'est pas un rappel au Règlement. Il appartient au député de décider de le dire ou non.